



Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles
L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités
territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Isabelle GUIRAUD.

Service public de l'eau et de l'assainissement - Ressources en eau - Plan de Gestion de la Ressource en Eau de l'entité hydrogéologique 556B2 Castries Sommières - Adoption

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le bon état des eaux imposé par la Directive Cadre sur l'Eau se traduit dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée 2016-2021 par un objectif prioritaire de retour à l'équilibre quantitatif des ressources en eaux.

La masse d'eau Castries-Sommières (FRDG223) a été classée en « *risque fort de non atteinte du bon état* » et considérée comme en « *déséquilibre quantitatif* ».

Ainsi, l'Agence de l'Eau et le Bureau de Recherches Géologiques et Minières ont mené sur cette masse d'eau une Etude des Volumes Prélevables (EVP) qui s'est terminée en 2014 et qui a confirmé un déficit quantitatif de cette masse d'eau d'environ 700 000 m³ par an.

Par ailleurs, l'EVP fixe le volume prélevable annuel à 2 000 000 m³/an et les niveaux piézométriques d'alerte et de crise renforcée respectivement à 27,3 m NGF et 20,3 m NGF.

Cette masse d'eau comporte plusieurs entités hydrogéologiques dont l'entité 556B2 "*molasses miocènes de Castries*" exploitée conjointement par le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) et la Métropole à travers leurs forages respectifs du Bérange et de Garrigues Basses. Elle constitue la ressource mobilisée pour l'alimentation en eau potable sur la Métropole des communes de Baillargues, Castries, Saint Geniès des Mourgues, et, jusqu'à récemment Sussargues.

Les résultats de l'EVP sont notifiés à la Métropole et au SMGC en décembre 2015 par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer qui demande, par ailleurs, à ces structures de porter l'animation d'un Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE).

Un arrêté Préfectoral de classement de l'entité hydrogéologique 556B2 en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) est pris le 5 janvier 2017.

Les PGRE définissent les objectifs de débit et de niveaux piézométriques à atteindre et les règles de répartition des volumes de prélèvement par usage actuel et futur selon les ressources disponibles. Ils précisent, en concertation avec les acteurs locaux, l'ensemble des actions nécessaires, des économies d'eau aux ressources de substitution, à l'atteinte de ces objectifs.

En outre, ils précisent les actions à mener en cas de crise et favorisent l'appropriation des bonnes pratiques en matière de gestion de la ressource en eau en situation de pénurie au niveau des populations locales agriculteurs, élus, particuliers, industriels... en s'appuyant sur la mise en œuvre des arrêtés cadre sécheresse.

Afin de répondre à la demande des services de l'Etat, le SMGC et la Métropole ont respectivement par délibération en date du 23 novembre 2016 et décision en date du 20 février 2017 mis en place un groupement de commandes destiné à s'adjoindre les services d'un prestataire spécialisé.

Le suivi de l'élaboration de ce PGRE a été mené par un Comité de Pilotage constitué de représentants, des Collectivités Publiques, des usagers, des services de l'Etat et dont la composition a été fixée par arrêté préfectoral en date du 20 février 2017.

Le PGRE fixe des règles de partage de la ressource et propose quatorze actions visant directement ou indirectement la résorption du déficit (i) par l'amélioration de la connaissance du fonctionnement de l'aquifère, (ii) par la sensibilisation des populations, (iii) par la maîtrise des pertes sur le réseau d'eau potable et (iv) si l'objectif ne peut être atteint par les actions précédentes, par l'utilisation de ressources de substitution.

La règle de répartition du volume prélevable se base sur la répartition actuelle et future des différentes catégories de prélèvement et autorise annuellement (i) pour l'usage eau potable 1 900 000 m³, (ii) pour les

usages agricoles 60 000 m³ et (iii) pour les prélèvements domestiques 40 000 m³.

Les autorisations actuelles de prélèvements pour l'eau potable devront être révisées d'ici 2021 afin de limiter le cumul annuel des prélèvements à 1,9 Mm³ entraînant un déficit, après actualisation des données de l'EVP, d'environ 850 000 m³ à combler par les actions du PGRE.

La mise en place des actions d'amélioration de la connaissance concerne essentiellement l'instrumentation de piézomètres pour acquérir la donnée nécessaire en vue d'une nouvelle modélisation de l'aquifère.

Les actions de sensibilisation des populations concernent les services de l'Etat à travers l'information de classement en ZRE et l'obligation faite de déclaration des ouvrages de prélèvement, le SMGC à travers un retour d'expérience de la télérelève et une sensibilisation des usagers à l'utilisation de cet outil pour maîtriser leur consommation et détecter leur fuite et la Métropole à travers la poursuite du projet AquaMétro.

Les actions de maîtrise des pertes concernent le SMGC et visent la sectorisation du réseau, la pose de pré-localisateurs acoustiques pour faciliter les recherches de fuites, l'intensification des campagnes de recherche de fuites et le renouvellement des canalisations les plus critiques.

L'estimation des gains de l'ensemble de ces actions (294 000 m³ économisés) ne suffit pas à résoudre le déficit et le recours à des ressources de substitution doit être envisagé.

La Métropole cessera dès cette année ses prélèvements (190 000 m³) dans l'aquifère et procèdera à l'abandon de ses captages de Garrigues Basses au profit d'un raccordement sur les réseaux du SMGC alimentés par une ressource non déficitaire, celle de Fontbonne Mougères.

Enfin, en ce qui concerne le SMGC, la dernière action propose la construction d'une usine de potabilisation de l'eau du Bas Rhône d'une capacité de 3000 m³/j à l'horizon 2020 permettant la résolution du solde du déficit actuel (555 000 m³). Ce projet, étudié depuis plusieurs années par le SMGC, fait dorénavant l'objet d'études de maîtrise d'œuvre. L'usine sera située sur la commune de Saint-Hilaire-de-Beauvoir.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- adopter le Plan de Gestion de la Ressource en Eau présenté et son programme d'actions,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Geniès BALAZUN, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUL, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47754-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.